



**KPMG S.A.**  
7 boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 NANTES Cedex 3  
France



**Mazars**  
9 rue Maurice Fabre  
35000 Rennes  
France

*Séché Environnement S.A*  
**Rapport des commissaires aux comptes sur les  
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2021  
Séché Environnement S.A  
Lieu dit "Les Hêtres" - 53811 Changé  
*Ce rapport contient 36 pages*  
Référence : GC-221-03



**KPMG S.A.**  
7 boulevard Albert Einstein  
BP 41125  
44311 NANTES Cedex 3  
France



**Mazars**  
9 rue Maurice Fabre  
35000 Rennes  
France

## **Séché Environnement S.A**

Siège social : Lieu dit "Les Hêtres" - 53811 Changé  
Capital social : € 1 571 546,4

## **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée Générale des actionnaires de la société Séché Environnement S.A.,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Séché Environnement S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et, notamment, nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 3.4.3.1 Règles et méthodes comptables – Comparabilité des comptes de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode relatif aux engagements de retraite faisant suite à la décision d'interprétation des normes IFRS (IFRIC IC) conduisant l'ANC à modifier sa recommandation relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation de ces engagements.

## **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Évaluation des titres de participation, créances rattachées et avances en compte-courant faites aux filiales**

### **Risques identifiés**

Les titres de participation, figurant au bilan au 31 décembre 2021 pour un montant net de 358,9 millions d'euros, représentent un des postes les plus importants du bilan. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité. Les créances rattachées à ces participations et avances en compte-courant faites aux filiales représentent un montant net respectif de 52,4 millions d'euros et 197,4 millions d'euros au 31 décembre 2021.

Comme indiqué dans la note « Immobilisations financières » des règles et méthodes comptables de l'annexe, la valeur d'utilité est déterminée par la direction selon une approche multicritères à savoir quote-part de situation nette de la filiale ou actualisation des flux prévisionnels de trésorerie nette de l'endettement.

Comme indiqué dans les notes « Immobilisations financières » et « Créances » des règles et méthodes comptables de l'annexe, en lien avec l'évaluation des titres de participation, une dépréciation est enregistrée le cas échéant lorsque la valeur d'utilité des créances

rattachées à des participations ou avances en compte-courant devient inférieure à leur valeur nominale.

La détermination de la valeur d'utilité de ces titres et créances requiert l'exercice du jugement de la Direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, éléments qui peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques ou à des éléments prévisionnels.

Nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation, créances rattachées et avances en compte-courant constituait un point clé de l'audit compte tenu du caractère potentiellement significatif d'éventuelles dépréciations et du degré élevé d'estimation et de jugement requis de la Direction pour apprécier les valeurs d'utilité. Les éléments de jugement incluent notamment des hypothèses relatives aux flux prévisionnels de trésorerie de ces participations, ainsi qu'à la détermination de taux d'actualisation et de croissance à l'infini appropriés appliqués à ces flux.

#### ***Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés***

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, créances rattachées et avances en compte-courant, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminée par la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés et, selon les titres concernés, à :

Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques :

- Vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques.

Pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels, nous avons également effectué un examen critique des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie. Nos travaux ont notamment consisté à :

- Corroborer les principales hypothèses d'activité intégrées dans les business plans servant de base aux tests de dépréciation préparés par la Direction Financière et validés par la Direction Générale du Groupe, notamment par entretien et par comparaison avec le budget N+1 examiné par le Conseil d'Administration ;
- Analyser les écarts entre le réalisé au 31 décembre 2021 et les budgets intégrés dans les Business Plans 2021 ;
- Vérifier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;
- Tester l'exactitude arithmétique des évaluations réalisées par la Direction ;
- Vérifier que la valeur résultant des prévisions de flux de trésorerie a été ajustée du montant de l'endettement de l'entité considérée.

Enfin nous avons apprécié le caractère approprié de l'information donnée dans les notes sur les principes et méthodes comptables de l'annexe aux comptes annuels.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

#### ***Rapport sur le gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

#### ***Autres informations***

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

### ***Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel***

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n°2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

### ***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Séché Environnement S.A par votre assemblée générale de 2018 pour le cabinet Mazars et de 1997 pour le cabinet KPMG.

Au 31 décembre 2021, le cabinet KPMG était dans la 25<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 4<sup>ème</sup> année.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

### *Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de

cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### *Rapport au comité d'audit*

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

#### Les commissaires aux comptes

Nantes, le 7 mars 2022

Rennes, le 7 mars 2022

KPMG S.A.

Mazars

Gwenaël Chedaleux et Benoit Boddart  
Associés

Ludovic Sevestre  
Associé



## ÉTATS FINANCIERS SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2021

## 3.4.1 BILAN

## 3.4.1.1 Bilan Actif

	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amortissements Provisions	Net	Net
<b>Capital souscrit non appelé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement	164 350	68 554	95 796	150 579
Concessions, brevets et droits similaires	197 440	196 109	1 331	2 331
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>361 790</b>	<b>264 663</b>	<b>97 127</b>	<b>152 910</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	3 000	1 512	1 488	2 088
Installations techniques, matériel et outillage industriels	28 223	28 223		84
Autres immobilisations corporelles	537 770	534 346	3 424	13 933
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>568 993</b>	<b>564 082</b>	<b>4 911</b>	<b>16 104</b>
<b>Immobilisations financières (2)</b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	526 729 118	167 856 505	358 872 612	344 825 029
Créances rattachées à des participations	52 376 403		52 376 403	57 196 213
Autres titres immobilisés	2 267 728	1 980 362	287 366	384 533
Prêts	57 391		57 391	57 391
Autres immobilisations financières	3 665 426		3 665 426	2 948 608
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>585 096 065</b>	<b>169 836 868</b>	<b>415 259 198</b>	<b>405 411 775</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>586 026 848</b>	<b>170 665 613</b>	<b>415 361 236</b>	<b>405 580 789</b>
<b>Stocks</b>				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Total des stocks</b>				
<b>Créances (3)</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes	83 995		83 995	334 050
Clients et comptes rattachés	4 937 999		4 937 999	4 309 543
Autres créances	206 141 333	7 500 000	198 641 333	154 416 832
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>Total des créances</b>	<b>211 163 327</b>	<b>7 500 000</b>	<b>203 663 327</b>	<b>159 060 425</b>
<b>Disponibilités et divers</b>				
Valeurs mobilières dont actions propres :	20 000 000		20 000 000	7 010 012
Disponibilités	105 119 002		105 119 002	53 369 100
<b>Total disponibilités et divers</b>	<b>125 119 002</b>		<b>125 119 002</b>	<b>60 379 112</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>336 282 329</b>	<b>7 500 000</b>	<b>328 782 329</b>	<b>219 439 537</b>
Charges constatées d'avance	1 399 330		1 399 330	2 216 031
Frais d'émission d'emprunt à étaler	4 719 705		4 719 705	1 609 841
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	296 308		296 308	14 948
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>928 724 521</b>	<b>178 165 613</b>	<b>750 558 909</b>	<b>628 861 146</b>

### 3.4.1.2 Bilan Passif

	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel Dont versé : 1 571 546	1 571 546	1 571 546
Primes d'émission, de fusion, d'apport,...	74 061 429	74 061 429
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	172 697	172 697
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	82 127 460	44 021 440
<b>Resultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	<b>30 880 011</b>	<b>45 515 574</b>
<b>Total situation nette</b>	<b>188 813 144</b>	<b>165 342 687</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		1 196
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>188 813 144</b>	<b>165 343 883</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques	296 308	14 948
Provisions pour charges	73 913	153 945
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>370 221</b>	<b>168 893</b>
<b>Dettes financières</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	430 000 000	230 000 000
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	65 566 311	172 010 053
Emprunts et dettes financières divers	49 617 514	45 566 686
<b>Total dettes financières</b>	<b>545 183 825</b>	<b>447 576 739</b>
<b>Dettes d'exploitation</b>		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	74 618	78 294
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 138 673	5 932 017
Dettes fiscales et sociales	8 942 743	9 728 539
<b>Total dettes d'exploitation</b>	<b>16 156 033</b>	<b>15 738 850</b>
<b>Dettes diverses</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 450	1 430
Autres dettes		
<b>Total dettes diverses</b>	<b>1 450</b>	<b>1 430</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Produits constatés d'avance	31 684	31 251
<b>DETTES</b>	<b>561 372 992</b>	<b>463 348 270</b>
Ecarts de conversion passif	2 552	100
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>750 558 909</b>	<b>628 861 146</b>

### 3.4.2 Compte de résultat

			31/12/2021	31/12/2020
	France	Export	Total	
Vente de marchandises				
Production vendue : - biens				
Production vendue : - services	12 177 356	1 379 882	13 557 238	11 466 046
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<b>12 177 356</b>	<b>1 379 882</b>	<b>13 557 238</b>	<b>11 466 046</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				15 635
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (9)			4 942 607	72 196
Autres produits (1) (11)			1 506	13
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (2)</b>			<b>18 501 351</b>	<b>11 553 890</b>
<b>Charges externes</b>				
Achat de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achat de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			2 348	
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes (3) (6 bis)			22 246 636	12 776 284
<b>Total charges externes</b>			<b>22 248 984</b>	<b>12 776 284</b>
<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>			<b>386 008</b>	<b>104 281</b>
<b>Charges de personnel</b>				
Salaires et traitements			3 149 564	3 062 385
Charges sociales (10)			1 286 437	1 244 415
<b>Total charges de personnel</b>			<b>4 436 001</b>	<b>4 306 800</b>
<b>Dotations d'exploitation</b>				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 549 389	600 469
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges				746
<b>Total dotations d'exploitation</b>			<b>1 549 389</b>	<b>601 215</b>
<b>Autres charges (12)</b>			<b>161 005</b>	<b>171 888</b>
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>28 781 387</b>	<b>17 960 467</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>(10 280 036)</b>	<b>(6 406 577)</b>
<b>Opérations en commun</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				

	31/12/2021		31/12/2020
	France	Export	Total
<b>Produits financiers</b>			
Produits financiers de participations (5)			39 625 114
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)			49 953 605
Autres intérêts et produits assimilés (5)			3 690 000
Reprises sur provisions et transferts de charges			849 447
Différences positives de change			3 034
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>64 319 872</b>
<b>Charges financières</b>			
Dotations financières aux amortissements et provisions			20 678 996
Intérêts et charges assimilées (6)			13 294 239
Différences négatives de change			1 784 037
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES</b>			<b>45 873 940</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>8 206 220</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>			<b>1 799 643</b>
<b>Produits exceptionnels</b>			
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			
Produits exceptionnels sur opérations en capital			5 512 155
Reprises sur provisions et transferts de charges			34 300 679
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			<b>38 169 428</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>			
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			83
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			4 838 738
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			271
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			<b>4 839 092</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>			<b>33 330 336</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			
Impôts sur les bénéfices			(13 700 689)
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>			<b>88 334 574</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>			<b>57 454 563</b>
<b>BENEFICE ou PERTE</b>			<b>30 880 011</b>

(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme

(2) Dont produits de locations immobilières

261 541

(2) Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs

(3) Dont crédit-bail mobilier

(3) Dont crédit-bail immobilier

(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs

(5) Dont produits concernant les entreprises liées

43 170 112

(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées

412 119

(6 bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général

35 078

(6 ter) Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes

(6 ter) Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles

(9) Dont transferts de charges

4 862 575

(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant

(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)

(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)

### 3.4.3 Annexe au bilan et au compte de résultat

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 du 8 septembre 2014, relatif au Plan Comptable Général à jour des différents règlements complémentaires en vigueur à la date d'établissement des dits comptes annuels.

#### 3.4.3.1 Règles et méthodes comptables

L'exercice social clos le 31/12/2021 a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Le total du bilan avant affectation du résultat est de 750 558 909 euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégage un résultat de 30 880 011 euros.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### Principes comptables, méthodes d'évaluation, comparabilité des comptes

#### Principes et méthodes d'évaluation

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### Comparabilité des comptes

Il n'y a pas eu de changement de méthode d'évaluation et de présentation comptable au cours de l'exercice hormis les points évoqués ci-dessous:

#### Changement d'estimation

Néant

## Changement de méthode comptable

Suite à la décision du Comité d'interprétation des normes IFRS (IFRIC IC) publiée au cours du premier semestre 2021, l'ANC a modifié la recommandation 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraites et avantages similaires et a ainsi permis aux sociétés (filiales) qui sont consolidées dans les comptes IFRS de choisir d'aligner les évaluations de leurs engagements dans les comptes sociaux sur celles des comptes consolidés IFRS.

La société a retenu cet alignement. Ainsi, les droits sont désormais étalés de manière linéaire, non plus sur l'ensemble de la carrière du salarié dans l'entreprise, mais, pour chaque salarié, sur les dernières années de sa carrière qui ont donné lieu à l'acquisition de nouveaux droits.

Ceci constitue un changement de méthode comptable. Il n'a eu aucun impact imputable aux exercices antérieurs

## Faits caractéristiques de l'exercice

En 2021, Séché Environnement a poursuivi sa gestion de ses participations et a procédé notamment à :

- l'acquisition du Groupe sud-africain Spill Tech en Mars 2021 , spécialisé dans la gestion des déchets dangereux via sa filiale sud-africaine Séché Holdings SA.
- l'acquisition d'une participation complémentaire au capital de la société Solarca SL (filiale en Espagne) en Juillet 2021 , portant sa participation de 86% à 91%
- l'accord en Aout 2021 pour l'acquisition d'un fonds de commerce spécialisé dans la maintenance des réseaux et ouvrages d'assainissement en Ile de France auprès de la société SARP Osis IDF SAS, filiale de Véolia, constitué de 8 centres de services. La signature de l'acte d'acquisition est effectuée le 1er Janvier 2022 et ce fonds de commerce sera exploitée par la société Séché Assainissement.

A noter également la dissolution par TUP de la société Béarn Environnement dans Séché Environnement.

Par ailleurs, Séché Environnement a émis un emprunt obligataire d'un montant de 300 millions d'euros assorti d'un coupon de 2.25% pour une maturité de 7 ans avec deux critères à impact ESG (Environnement, Social, Gouvernance) relatifs à sa stratégie de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre ainsi qu'à l'augmentation des gaz à effet de serre évités par ses clients au titre de ses activités de recyclage.

Cette opération a permis au Groupe de refinancer à un taux amélioré le crédit bancaire senior à échéance 2023, lui-même assorti de critères ESG, certains euro-PP de même maturité, ainsi que les frais et dépenses liés ce refinancement. Cette opération financera par ailleurs l'acquisition de Osis IDF.

## Evènements postérieurs à la clôture

Néant

## Notes relatives aux postes de bilan.

### Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), à leur coût de production ou à leur valeur d'apport. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût d'entrée des immobilisations. Par ailleurs, les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charge.

### *Immobilisations incorporelles*

Les éléments figurant au bilan dans la rubrique immobilisations incorporelles représentent pour l'essentiel les frais d'établissements, et les fonds de commerce, les logiciels et autres immobilisations incorporelles (brevet, know-how).

Les autres immobilisations incorporelles (brevet, logiciels, know-how) sont amorties selon la méthode linéaire, en fonction de leur durée d'utilisation prévue et au maximum sur 20 ans ;

Les frais de recherche et développement, le cas échéant, sont généralement comptabilisés en charges. Toutefois, lorsqu'il s'agit de projet débouchant sur un dépôt de brevet ou d'un projet industriel, les frais de recherche et développement sont comptabilisés à l'actif.

Une provision pour dépréciation peut être comptabilisée dans les résultats si la valeur d'utilité d'un élément incorporel vient à décliner de façon durable. Leur valeur fait l'objet d'une revue périodique selon des méthodes constantes.

### *Immobilisations corporelles*

Depuis le 1er janvier 2005, la méthode par composants est utilisée dans la mesure du possible.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Constructions	10 à 20 ans
Installations techniques,	2 à 20 ans
Install. générales agencés, aménagés	2 à 20 ans
Autres immobilisations corporelles	1 à 20 ans

Une provision pour dépréciation peut être comptabilisée dans les résultats si la valeur d'utilité d'un élément corporel vient à décliner de façon durable.

La différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés selon le mode linéaire figure en provision réglementées.

## **Immobilisations financières**

Les immobilisations financières sont constituées de dépôts et cautionnement et de créances rattachées à des participations.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le poste "Titres de participation" correspond au coût d'achat des titres de sociétés sous déduction éventuelle des dépréciations jugées nécessaires. Cette dépréciation est déterminée par comparaison entre leur valeur d'utilité et leur valeur comptable.

La valeur d'utilité :

- des sociétés intégrées globalement ou proportionnellement dans les comptes consolidés du Groupe est déterminée en tenant compte d'une actualisation des flux prévisionnels de trésorerie attendus sur chaque société, nette de l'endettement. Cette actualisation est réalisée au taux de 6 % et sur une durée de 6 ans, le sixième flux correspondant à une valeur nominale extrapolée sur la base du cinquième flux projeté au taux de croissance à l'infini de 0.20%.
- des sociétés mises en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe, est déterminée en tenant compte de la dernière quote-part de situation nette consolidée.

Sur l'exercice 2021, des dépréciations ont été comptabilisées sur les titres de certaines filiales dont notamment Sénerval (10.5 millions d'euros), Alcea (2 millions d'euros) ainsi qu'une reprise de 20 millions d'euros sur les titres Trédi.

Les titres cotés sont enregistrés à leur coût d'achat et leur éventuelle provision pour dépréciation est calculée sur la base du cours moyen de dernier mois de l'exercice. Les droits de mutation, honoraires, frais d'actes liés à l'acquisition des titres, frais de refinancement sont comptabilisés en charges.

Le poste "Autres immobilisations financières" est composé d'actions propres pour un montant de 2 772 376 euros. Ces 53 926 actions présentaient une valeur de marché de 3 871 887 euros au 31/12/2021 (sur la base du cours de clôture, soit 71.8 euros)

Le poste "Créances rattachées à des participations" correspond aux prêts octroyés à des entités dans lesquelles Séché Environnement détient une participation et sont comptabilisés à leur valeur nominale. En lien avec l'évaluation des titres de participation, une dépréciation est enregistrée le cas échéant lorsque la valeur d'utilité de ces créances devient inférieure à leur valeur nominale.

## **Créances**

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur vénale est inférieure à la valeur comptable. Les provisions éventuelles sont déterminées selon une méthode forfaitaire conduisant à provisionner les créances dont l'antériorité excède 6 mois à 30 %, celles dont l'antériorité excède 9 mois à 60 % et celles dont l'antériorité excède 12 mois à 100 %. Parallèlement à cette méthode forfaitaire, est réalisée une analyse individuelle et historique des dossiers.



Les autres créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision est constituée dès que la situation du débiteur est compromise.

Concernant les avances en compte-courant faites aux filiales, en lien avec l'évaluation des titres de participation, une dépréciation est enregistrée le cas échéant lorsque la valeur d'utilité de ces créances devient inférieure à leur valeur nominale. A ce titre, au 31 décembre 2021, une dépréciation de 7,5 millions d'euros a été comptabilisée sur les avances en compte-courant faites à la société Sénerval.

### **Valeurs mobilières de placements**

Les valeurs mobilières de placement sont essentiellement constituées de Sicav monétaires et dépôts à terme :

- Les Sicav monétaires dont la valeur de marché est proche de la valeur comptable, sont enregistrées à leur coût d'achat. Lorsque la valeur comptable est supérieure au cours de bourse ou, à défaut, à la valeur probable de négociation, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence ;
- Les dépôts à terme ont fait l'objet d'un calcul des intérêts à recevoir pour la période courue entre la date de souscription et la date de clôture.

### **Provisions réglementées**

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire. La contrepartie des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les charges et produits exceptionnels.

### **Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisées quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

- *Provisions pour litiges sociaux*

Les provisions sont estimées au cas par cas, en fonction des demandes.

### **Retraites et engagements assimilés**

Compte tenu de la législation française, la seule obligation de la société en termes d'engagements de retraite est le versement à ses salariés d'une indemnité lors de leur départ à la retraite calculée selon la convention collective et les accords d'établissement applicables à la société.

Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale, qui est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

- a) une hypothèse de date de départ à la retraite fixée comprise entre 60 ans et 67 ans en fonction de la date de naissance

Année de naissance	Durée de cotisation	Age minimum de départ en retraite	Age taux plein sans condition
1948 et avant	40 ans	60 ans	65 ans
1949	40 ans 1/4	60 ans	65 ans
1950	40 ans 1/2	60 ans	65 ans
1951	40 ans 3/4	60 ans + 4 mois	65 ans + 4 mois
1952	41 ans	60 ans + 9 mois	65 ans + 9 mois
1953	41 ans 1/4	61 ans + 2 mois	66 ans + 2 mois
1954	41 ans 1/4	61 ans + 7 mois	66 ans + 7 mois
1955 - 1957	41 ans 1/2	62 ans	67 ans
1958 - 1960	41 ans 3/4	62 ans	67 ans
1961 - 1963	42 ans		
1964 - 1966	42 ans 1/4		
1967 - 1969	42 ans 1/2		
1970 - 1972	42 ans 3/4		
1973 et après	43 ans		

- b) un taux d'actualisation de 0.90 %  
c) des hypothèses d'augmentation de salaires de 2 % pour les cadres et 1.60 % pour les non-cadres.  
d) d'espérance de vie (table de l'INSEE par sexe)  
e) des taux de rotation du personnel fonction des âges et avec distinction cadre et non cadre évalué conformément aux recommandations de la CNCC

	CADRES	NON CADRES
Moins de 25 ans	10,00 %	7,00 %
25 - 29 ans	10,00 %	7,00 %
30 - 34 ans	4,00 %	6,50 %
35 - 39 ans	4,00 %	3,50 %
40 - 44 ans	3,75 %	2,50 %
45 - 49 ans	3,75 %	1,25 %
50 - 54 ans	1,00 %	0,75 %
55 - 59 ans	0,00 %	0,50 %
60 ans et plus	0,00 %	0,00 %

- f) un taux de charges sociales de 48 % pour les cadres et 37 % pour les non-cadres.

Conformément à la possibilité laissée par l'ANC dans sa recommandation 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraites et avantages similaires, la société a choisi de comptabiliser les écarts actuariels selon la méthode du corridor. Les gains et pertes actuariels résultent de changements d'hypothèses et des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Après application d'un corridor de 10 % du maximum entre la valeur des engagements et la valeur des actifs de couverture, les écarts actuariels sont amortis à compter de l'exercice suivant sur la durée moyenne probable de vie active résiduelle des salariés. Ainsi la provision représente la différence entre la dette actuarielle des engagements y afférents et les actifs éventuellement dédiés à la couverture des régimes, nette des pertes et gains actuariels et des coûts des services passés non reconnus.

En cas d'excédent d'actif dédié à la couverture du régime, une charge constatée d'avance est enregistrée sous réserve des conditions fixées par la recommandation de l'ANC.

Les écarts actuariels restant à amortir sont précisés dans la note des Engagements Financiers Hors Bilan.

Les engagements s'élèvent à 295 594 € au 31/12/2021 et les actifs de couverture à 261 699 €. Compte tenu des écarts actuariels qui s'élèvent à 30 923 €, la provision pour indemnités de départs comptabilisée au bilan en provision pour charges s'élève à 64 818€.

Un changement de méthode de comptabilisation des engagements de retraites a été opéré sur l'exercice dont les impacts sont détaillés dans le paragraphe "Changement de méthode comptable".

### **Médailles du travail**

La médaille du travail est destinée à récompenser certains salariés pour l'ancienneté de leurs services au sein de la société. Les hypothèses et le calcul actuariel réalisé pour évaluer l'engagement au titre des médailles du travail est comparable à celui réalisé pour les engagements de retraite, à l'exception du taux de charges sociales (pas de charges sociales s'agissant de médaille d'honneur).

L'obligation de verser ces gratifications prévues aux salariés présents à la clôture de l'exercice fait l'objet d'une provision inscrite au passif du bilan pour la totalité des engagements.

La valeur des engagements médailles du travail au 31/12/2021 s'élève à 9 095€

### **Opérations en devises**

Les dettes et créances en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

## **Instruments financiers**

Néant

## **Notes relatives aux postes du compte de résultat**

### **Résultat exceptionnel**

Le résultat exceptionnel s'élève à 110 314€. Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat sont déterminés en retenant la conception du Plan Comptable Général ; ils incluent donc les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires. Les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise, soit parce qu'ils sont inhabituels dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.

### **Participations et Intéressement des salariés**

Un accord de participation mutualisé sur le périmètre des filières DND (Déchets Non Dangereux) et Services dont les filiales sont basées dans les régions Pays de Loire et Poitou Charentes a été signé en date du 21 janvier 2014 et s'applique depuis l'exercice 2013. Il est conclu pour une durée indéterminée et continue à s'appliquer.

## **Notes relatives au groupe**

### **Centralisation des paiements de TVA**

Le Groupe a opté en faveur du régime de centralisation des paiements de la TVA et des taxes assimilées en date du 1er janvier 2013 par convention du 10 décembre 2012. Sont incluses dans le champ d'application de ce régime, toutes les sociétés commerciales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 50 % par Séché Environnement SA.

### **Périmètre d'intégration fiscale**

Le Groupe a opté en faveur du régime d'intégration fiscale le 1er janvier 2000. Sont incluses dans le champ d'application de ce régime, toutes les sociétés commerciales françaises détenues directement ou indirectement au moins à 95 % par Séché Environnement SA.

Les économies d'impôt, réalisées par le Groupe et liées aux déficits, sont conservées chez la Société mère Séché Environnement et considérées comme un gain immédiat de l'exercice.

### **Trésorerie de Groupe**

Séché Environnement a mis en place un système de gestion centralisée de trésorerie conformément à l'article 12 chapitre II de la loi n° 84-46 du 24/01/1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit.

## Nom de la société consolidante

Identité de la société mère consolidant les comptes de notre société :

SECHE ENVIRONNEMENT

SA au capital de 1 571 546,40 €

Siège social "Les Hêtres" CS 20020 53811 Changé Cedex

RCS Laval B 306 917 535

Par ailleurs le Groupe Séché Environnement est un palier consolidé par le Groupe Séché

SAS au capital de 103 304 070.00 €

Siège social "Les Hêtres" CS 20020 53811 Changé Cedex

RCS Laval B 413 957 804

Les copies des états financiers consolidés peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessus.

### 3.4.3.2 Immobilisations

	Valeur brute début 01/01/2021	Augmentations	
		Réévaluations courant	Acquisitions courant
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Frais d'établissement et de développement	164 350		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	197 440		
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>361 790</b>		
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains			
<b>Constructions :</b>			
- Constructions sur sol propre	3 000		
- Constructions sur sol d'autrui			
- Installations générales, agencements et aménagement des constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	28 223		
<b>Autres immobilisations corporelles :</b>			
- Installations générales, agencements, aménagements divers	5 292		
- Matériel de transport	159 946		2
- Matériel de bureau et mobilier informatique	507 580		1 552
- Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>704 041</b>		<b>1 554</b>
<b>Immobilisations financières</b>			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	580 492 913		18 675 902
Autres titres immobilisés	2 317 708		20
Prêts et autres immobilisations financières	3 511 809		5 544 046
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>586 322 430</b>		<b>24 219 968</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>587 388 261</b>		<b>24 221 522</b>

	Diminutions		Valeur brute fin 31/12/2021
	Virements courant	Cessions courant	
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Frais d'établissement et de développement			164 350
Autres postes d'immobilisations incorporelles			197 440
<b>Total immobilisations incorporelles</b>			<b>361 790</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains			
<b>Constructions :</b>			
- Sur sol propre			3 000
- Sur sol d'autrui			
- Installations générales, agencements et amgt des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			28 223
<b>Autres immobilisations corporelles :</b>			
- Installations générales, agencements et amgt divers			5 292
- Matériel de transport		136 602	23 346
- Matériel de bureau et informatique, mobilier			509 132
- Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>Total immobilisations corporelles</b>		<b>136 602</b>	<b>568 993</b>
<b>Immobilisations financières</b>			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations		20 063 295	579 105 521
Autres titres immobilisés		50 000	2 267 728
Prêts et autres immobilisations financières		5 333 038	3 722 817
<b>Total immobilisations financières</b>		<b>25 446 333</b>	<b>585 096 065</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>25 582 934</b>	<b>586 026 848</b>

### 3.4.3.3 Amortissements

Immobilisations amortissables	Montant début 01/01/2021	Augmentations	Diminutions	Montant fin 31/12/2021
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement, de recherche et de dév.	13 771	54 783		68 554
Autres immobilisations incorporelles	195 109	1 000		196 109
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>208 880</b>	<b>55 783</b>		<b>264 663</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
<b>Constructions :</b>				
- Constructions sur sol propre	912	600		1 512
- Constructions sur sol d'autrui				
- Inst générales, agcemnts et améngmt des const.				
Installations techniques, matériel et outillage indust.	28 139	84		28 223
<b>Autres immobilisations corporelles :</b>				
- Installations générales, agencements, amén. divers	5 284	8		5 292
- Matériel de transport	159 946	1	136 602	23 345
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	493 655	12 053		505 709
- Emballages récupérables et divers				
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>687 937</b>	<b>12 747</b>	<b>136 602</b>	<b>564 082</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>896 817</b>	<b>68 530</b>	<b>136 602</b>	<b>828 745</b>



Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mvt net des amortissements à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal Exceptionnel	
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Frais d'établissements							
Autres immobilisations incorporelles							
<b>Total immobilisations incorporelles</b>							
<b>Immobilisations corporelles</b>							
Terrains							
<b>Constructions :</b>							
- Constructions sur sol propre							
- Constructions sur sol d'autrui							
- Inst gén., agcemnts et améngmt des const.							
Inst techniques, matériels et outillages							
<b>Autres immobilisations corporelles</b>							
- Inst gén., agcemnt et améngmt divers							
- Matériel de transport							
- Matériel de bureau et informatique mobilier					1 196		(1 196)
- Emballages récupérables et divers							
<b>Total immobilisations corporelles</b>					1 196		(1 196)
Frais d'acquisition de titres de participations							
<b>TOTAL GENERAL</b>					1 196		(1 196)

Charges réparties sur plusieurs exercices	Montant début 2021/01	Augmentations	Dotations aux amortissements	Montant fin 2021 /12
Frais d'émission d'emprunt à étaler	1 609 841	4 590 723	1 480 859	4 719 705
Primes de remboursement des obligations				

### 3.4.3.4 Échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	N-1
<b>Actif immobilisé</b>				
Créances rattachées à des participations	52 376 403	15 366 663	37 009 740	57 196 213
Prêts <sup>(1) (2)</sup>	57 391		57 391	57 391
Autres immobilisations financières	3 665 426		3 665 426	3 454 418
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>56 099 220</b>	<b>15 366 663</b>	<b>40 732 557</b>	<b>60 708 022</b>
<b>Actif circulant</b>				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	4 937 999	4 937 999		4 309 543
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	5 181	5 181		3 525
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices	159 451	159 451		425 038
Taxe sur la valeur ajoutée	1 075 401	1 075 401		686 866
Autres impôts, taxes et versements assimilés	1 050	1 050		1 050
Divers	46 539	46 539		72 613
Groupe et associés <sup>(2)</sup>	204 853 647	204 853 647		153 227 654
Débiteurs divers	63	63		25 087
<b>Total actif circulant</b>	<b>211 079 332</b>	<b>211 079 332</b>		<b>158 751 375</b>
Charges constatées d'avance	1 399 330	1 399 330		2 216 031
<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>268 577 882</b>	<b>227 845 325</b>	<b>40 732 557</b>	<b>221 675 428</b>

(1) Prêts accordés en cours d'exercice

(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice

(3) Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans	N-1
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)	430 000 000		80 000 000	350 000 000	230 000 000
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit					
- à un an maximum	2 223 774	2 223 774			2 869 454
- à + de un an	63 342 536	17 169 457	43 027 055	3 146 025	169 140 599
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	22 000			22 000	23 987
Fournisseurs et comptes rattachés	7 213 291	7 213 291			6 010 311
Personnel et comptes rattachés	223 344	223 344			226 480
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	357 126	357 126			384 869
Impôts sur les bénéficiaires					514 373
Taxe sur la valeur ajoutée	8 127 066	8 127 066			8 456 858
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et assimilés	235 207	235 207			145 959
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 450	1 450			1 430
Groupe et associés (2)	49 595 514	49 595 514			45 542 699
Autres dettes					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	31 684	31 684			31 251
<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>561 372 992</b>	<b>85 177 912</b>	<b>123 027 055</b>	<b>353 168 025</b>	<b>463 348 270</b>

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

365 000 000

(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice

270 798 062

(3) Montant des emprunts et dettes dus aux associés

### 3.4.3.5 Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Total	Valeur nominale
	Clôture N-1	créés pendant l'exercice N	remboursés pendant l'exercice N		
Actions ordinaires	7 857 732			7 857 732	0.2
Actions amorties					
Actions à dividende prioritaire					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissements					
<b>Total</b>	<b>7 857 732</b>			<b>7 857 732</b>	

### 3.4.3.6 Tableau des variations des capitaux propres

Rubriques	Montant
<b>A Situation à l'ouverture de l'exercice</b>	
1 Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectations	119 828 309
2 Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	45 515 574
3 Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N	165 343 883
<b>B Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice N</b>	
1 Variation du capital	
2 Variation des autres postes	
<b>C (= A3 + B) Capitaux propres de l'exercice après apports rétroactifs</b>	<b>165 343 883</b>
<b>D Variations en cours d'exercice</b>	
1 Variations du capital	
2 Variations des primes, réserves, report à nouveau	
3 Variations des "provisions" relevant des capitaux propres	(1 196)
4 Contreparties de réévaluations	
5 Variations des provisions réglementées et subventions d'équipement	
6 Autres variations	(7 409 554)
7 Résultat de l'exercice	30 880 011
<b>E Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO (= C + ou - D)</b>	<b>188 813 144</b>
<b>F VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE (= E - C)</b>	<b>23 469 261</b>
<b>G dont : variations dues à des modifications de structures au cours de l'exercice</b>	
<b>H Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure (F - G)</b>	<b>23 469 261</b>

### 3.4.3.7 Provisions

Nature des provisions	Montant au début 01/01/2021	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions :			Montant à la fin 31/12/2021
			Utilisées au cours de l'ex	Non Utilisées au cours de l'ex	Reprises de l'exercice	
<b>Provisions réglementées</b>						
Provisions pour reconstitution des gisements						
Provisions pour investissement						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires	1 196			1 196	1 196	
<i>Dont majorations exceptionnelles de 30%</i>						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
<b>TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>1 196</b>			<b>1196</b>	<b>1 196</b>	
<b>Provisions pour risques et charges</b>						
Provisions pour litiges						
Provisions pour garanties données aux clients						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change	14 948	296 308		14 948	14 948	296 308
<b>Sous total provisions pour risques</b>	<b>14 948</b>	<b>296 308</b>		<b>14948</b>	<b>14 948</b>	<b>296 308</b>
Provisions pour pensions et obligations similaires	143 908		79 090		79 090	64 818
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement des immobilisations						
Provisions pour gros entretien et grandes révisions						
Prov. pour charges soc. et fisc. sur congés à payer						
<b>Sous total provisions pour charges</b>	<b>143 908</b>		<b>79 090</b>		<b>79 090</b>	<b>64 818</b>
Autres provisions pour risques et charges	10 037			942	942	9 095
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>168 893</b>	<b>296 308</b>	<b>79 090</b>	<b>15 890</b>	<b>94 980</b>	<b>370 221</b>
<b>Provisions pour dépréciation</b>						
Sur immobilisations incorporelles						
Sur immobilisations corporelles						
Sur immobilisations de titres mis en équivalence						
Sur immobilisations de titres de participation	178 471 671	12 785 501		23 400 666	23 400 666	167 856 505
Sur autres immobilisations financières	2 438 984	97 188		555 809	555 809	1 980 362
Sur stocks et en-cours						
Sur comptes clients						
Autres provisions dépréciations	25 000	7 500 000		25 000	25 000	7 500 000
<b>TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>180 935 655</b>	<b>20 382 688</b>		<b>23 981 475</b>	<b>23 981 475</b>	<b>177 336 868</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>181 105 744</b>	<b>20 678 997</b>	<b>79 090</b>	<b>23 998 561</b>	<b>24 077 651</b>	<b>177 707 089</b>
					80 032	
					20 596 423	
					1 196	

### 3.4.3.8 Charges à payer

Nature des charges	2021 /12	2020 /12
<b>Dettes financières</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 223 774	2 863 133
Emprunts et dettes financières divers	95 482	77 273
Avances et acomptes reçus sur commande en cours		
<b>Total dettes financières</b>	<b>2 319 256</b>	<b>2 940 406</b>
<b>Dettes d'exploitation</b>		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	897 909	1 857 891
Dettes fiscales et sociales	506 422	504 303
<b>Total dettes d'exploitation</b>	<b>1 404 332</b>	<b>2 362 193</b>
<b>Dettes diverses</b>		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
<b>Total dettes diverses</b>		
<b>Autres</b>		
<b>Total autres dettes</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>3 723 588</b>	<b>5 302 599</b>

### 3.4.3.9 Charges à répartir

Nature des charges	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Charges différées :				
<b>Total charges différées</b>				
Frais d'acquisition des immobilisations :				
<b>Total frais d'acquisition des immobilisation</b>				
Frais d'émission des emprunts :				
Frais de souscription d'emprunts	1 609 841	4 590 723	1 480 859	4 719 705
<b>Total frais d'émission des emprunts</b>	<b>1 609 841</b>	<b>4 590 723</b>	<b>1 480 859</b>	<b>4 719 705</b>
Charges à étaler :				
<b>Total charges à étaler</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>1 609 841</b>	<b>4 590 723</b>	<b>1 480 859</b>	<b>4 719 705</b>

Les frais sont amortis selon la méthode du TIE sur la durée de l'emprunt. Les charges à répartir correspondent aux frais de souscription d'emprunt.

### 3.4.3.10 Produits à recevoir

Produits à recevoir	2021 /12	2020 /12
<b>Immobilisations financières</b>		
Créances rattachées à des participations	59 953	75 831
Autres immobilisations financières		
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>59 953</b>	<b>75 831</b>
<b>Créances</b>		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	2 281 340	2 963 424
<b>Total créances</b>	<b>2 281 340</b>	<b>2 963 424</b>
<b>Disponibilités et divers</b>		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	5 366	32 582
<b>Total disponibilités et divers</b>	<b>5 366</b>	<b>32 582</b>
<b>Autres</b>		
<b>Total autres</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>2 346 659</b>	<b>3 071 837</b>

### 3.4.3.11 Charges et produits constatés d'avance

Nature des charges	31/12/2021	31/12/2020
<b>Charges d'exploitation :</b>		
Diverses	1 399 330	2 216 031
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>1 399 330</b>	<b>2 216 031</b>
<b>Charges financières :</b>		
<b>Total charges financières</b>		
<b>Charges exceptionnelles :</b>		
<b>Total charges exceptionnelles</b>		
<b>TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE</b>	<b>1 399 330</b>	<b>2 216 031</b>
Nature des produits	31/12/2021	31/12/2020
<b>Produits d'exploitation :</b>		
Divers	31 684	31 251
<b>Total produits d'exploitation</b>	<b>31 684</b>	<b>31 251</b>
<b>Produits financiers :</b>		
<b>Total produits financiers</b>		
<b>Produits exceptionnels :</b>		
<b>Total produits exceptionnels</b>		
<b>TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE</b>	<b>31 684</b>	<b>31 251</b>

### 3.4.3.12 Ventilation du chiffre d'affaires

Détail du chiffre d'affaires	31/12/2021			31/12/2020			Variation
	France	Export et livraisons intracom	Total	France	Export et livraisons intracom	Total	%
Ventes de marchandises							
Ventes de produits finis							
Travaux							
Traitements des déchets							
Transports							
Prestations assistances techniques	11 410 197	1 244 522	12 654 719	9 347 213	1 349 243	10 696 455	18.31%
Produits des activités annexes	441 067	135 360	576 427	447 496	177 225	624 720	-7.73%
Refacturations des taxes							
Autres	326 092		326 092	144 870		144 870	125.09%
<b>TOTAL</b>	<b>12 177 356</b>	<b>1 379 882</b>	<b>13 557 238</b>	<b>9 939 579</b>	<b>1 526 468</b>	<b>11 466 046</b>	

### 3.4.3.13 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	31/12/2021					31/12/2020
	Résultat avant report déficitaire	Report déficitaire	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net	Résultat net
Résultat courant	17 069 008		17 069 008		17 069 008	1 799 643
Résultat exceptionnel	110 314		110 314		110 314	33 330 336
Résultat comptable (hors participation)	17 179 322		17 179 322		17 179 322	35 129 979
<b>Résultat intégration fiscale</b>						
Participation des salariés						
Créances d'impôt				(64 487)	64 487	85 657
<b>Total avant impôt</b>	<b>17 179 322</b>		<b>17 179 322</b>	<b>(64 487)</b>	<b>17 243 809</b>	<b>35 215 636</b>
Autres						
Imputation déficits antérieurs sur le résultat						
IS contrôle et corrections				(3 123)	3 123	43 314
Intégration fiscale				(13 633 079)	13 633 079	10 256 624
<b>Total autres</b>				<b>(13 626 202)</b>	<b>13 636 202</b>	<b>10 299 938</b>
<b>Total général</b>	<b>17 179 322</b>		<b>17 179 322</b>	<b>(13 700 689)</b>	<b>30 880 011</b>	<b>45 515 574</b>



### 3.4.3.14 Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

Accroissements de la dette future d'impôt	Montant	Impôt correspondant
<b>Provisions réglementées</b>		
Amortissements dérogatoires		
Provisions pour hausse de prix		
Provisions pour fluctuation des cours		
<u>Autres provisions réglementées :</u>		
Subventions investissement		
<b>TOTAL</b>		

Allègements de la dette future d'impôt	Montant	Impôt correspondant
<b>Provisions non déductibles l'année de leur dotation :</b>		
Provisions pour congés payés		
Participation des salariés		
Effort construction		
Contribution sociale de solidarité		
Taxes sur les surfaces commerciales		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour dépréciation des stocks		
Autres provisions non déductibles		
Provisions pour retraite	64 818	(16 742)
Autres charges non comptabilisées non déduites	178 595	(46 131)
<b>TOTAL</b>	<b>243 412</b>	<b>(62 873)</b>

---

**Total des déficits reportables** 63 922 332

---

**Total des amortissements différés**

---

**Total des moins values à long terme**

---

Le total des déficits reportables correspond aux déficits de l'intégration fiscale.

### 3.4.3.15 Détail des transferts de charges

Nature	2021 /12	2020/12
Transfert de charges d'exploitation	4 590 723	
Transfert de charge avantage en nature	37 156	37 150
Transfert de charges remboursement IDR/IFC	234 696	
Autres		
<b>TOTAL</b>	<b>4 862 575</b>	<b>37 150</b>

### 3.4.3.16 Resultat exceptionnel

	2021 /12			2020/12		
	Produits	Charges	Résultat	Produits	Charges	Résultat
Résultat exceptionnel sur opérations de gestion						
Résultat sur exercices antérieurs					83	(83)
Résultat sur cessions d'éléments d'actifs	15 548	50 000	(34 451)	215 484	1 191 702	(976 217)
Résultat sur autres éléments exceptionnels	5 496 607	5 353 038	143 569	3 653 265	3 647 036	6 229
<b>Résultat exceptionnel hors dépréciations et provisions</b>	<b>5 512 155</b>	<b>5 403 038</b>	<b>109 118</b>	<b>3 868 749</b>	<b>4 838 821</b>	<b>(970 071)</b>
<b>QP des subvention d'investissement virée au résultat</b>						
Dépréciations exceptionnelles					271	(271)
Reprises exceptionnelles	1 196		1 196	34 300 679		34 300 679
<b>Autres :</b>						
<b>Provisions pour risques et charges exceptionnels</b>	<b>1 196</b>		<b>1 196</b>	<b>34 300 679</b>	<b>271</b>	<b>34 300 407</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5 513 351</b>	<b>5 403 038</b>	<b>110 314</b>	<b>38 169 428</b>	<b>4 839 092</b>	<b>33 330 336</b>

### 3.4.3.17 Transactions avec les parties liées

Un bail commercial avec la société Groupe Séché SAS, a été autorisé par le conseil d'administration du 28 Avril 2016. Ce bail est conclu pour une durée de 9 ans, pour une surface de 840 m2 en jouissance privative et de 400 m2 Loi Carrez en jouissance commune avec la société Groupe Séché SAS au niveau du 54ème étage de la Tour Montparnasse ainsi que de 25 emplacements de parking et 207.6m2 de local d'archives en jouissance exclusive.

Une convention d'animation avec la société Groupe Séché SAS a été autorisée par le conseil d'administration du 28 Avril 2016. Cette convention a été conclue pour une durée débutant le 2 Mai 2016 et se terminant le 31 décembre 2019, renouvelée par tacite reconduction pour 3 ans.

La société Groupe Séché SAS fournit à la société et à ses filiales des services dans divers domaines (stratégie, commercial, financière, juridique).

Au titre de l'exercice 2021, la charge comptabilisée pour ces conventions représente 3.2 millions d'euros.

### 3.4.3.18 Effectif moyen

Catégories	Effectif moyen salarié	
	31/12/2021	31/12/2020
Cadres	22	21
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens	7	6
Autres :		
<b>TOTAL</b>	<b>29</b>	<b>27</b>

### 3.4.3.19 Rémunération des dirigeants

Catégories	Montants
Membres des organes d'administration	970 063
Membres des organes de direction	
Membres des organes de surveillance	
<b>TOTAL</b>	<b>970 063</b>

### 3.4.3.20 Engagements financiers donnés

Engagements donnés	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Entreprises liées	Autres
Garanties financières	104 453 616		104 453 616			
Pertes/gains actuariels liés engagement retraite	30 923					30 923
Engagements créances cédées au factor						
Autres						
<b>Dans le cadre de l'endettement</b>						
- Avals						
- Cautions	13 246 188					13 246 188
- Garanties						
Dans le cadre de l'activité de gestion taux d'intérêts	15 135 619		15 135 619			
Swap						
Cap						
Collar						
<b>TOTAL</b>	<b>132 866 346</b>		<b>119 589 235</b>			<b>13 277 111</b>

### 3.4.3.21 Tableau des filiales et participations

Sociétés <i>Montants en K€</i>	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	CA HT du dernier exercice clos	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
ALCEA	2 500.00	213.56	100	4 710.00	2105.00		597.82	15 725.24	476.05	
BARRE THOMAS	375.00	nc	40	215.03	50.37			nc	nc	
UPER RETIERS	5.00	-	100	5.00	5.00	18.03		0	(260.83)	
DRIMM	152.45	2 031.91	100	12 832.33	12 832.33	3 626.67		44 326.32	8 378.11	6 800.00
ECO SITE CROIX IRTELLE	100.00	3 252.54	99	13 339.00	13 339.00	897.07	1 949.14	13 290.74	1 874.56	495.00
GABARRE ENERGIES	600.00	(536.42)	51	306.00	306.00			1 464.97	196.00	
KARU ENERGY	8.00	nc	24	1.92	0	146.00		nc	nc	
LA CROIX DES LANDES	8.00	345.60	99.8	86.98	86.98			82.32	55.51	
LES CHENES SECS	8.00	(289.61)	99.8	66.25	66.25	659.93		10.00	(25.48)	
MEZEROLLES	160.00	1 881.22	99.99	1 098.56	1 098.56	1 304.76		864.26	623.43	299.97
MO'UVE	1 000.00	0	100	1 000.00	1 000.00	4 841.5	622.38	4 229.45	(1 089.6)	
OPALE ENVIRONNEMENT	1 000.00	375.18	100	8 278.00	8 278.00	1 968.65	2 948.16	14 599.31	461.00	100.00
SECHE ASSAINISSEMENT	150.00	0	100	150.00	150.00			0	(297.35)	
SECHE 202	5.00	0.03	100	5.00	5.00			0	(0.13)	
SECHE ALLIANCE	47.88	902.91	100	2 873.39	2 873.39	7 902.78		21 428.98	(739.3)	
SECHE DEVELOPPEMENT	10.00	227.32	100	1 830	1 830.00			14 404.09	593.37	600.00
SECHE ECO INDUSTRIES	2 011.38	10 438.79	100	27 986.66	27 986.66	9 915.56	38 141.86	141 118.13	32 244.69	20 742.32
SECHE ECO SERVICES	500.00	5 970.20	100	496.23	496.23	4 837.34	10 262.20	102 783.44	715.60	500.00
SECHE ENVIRONNEMENT OUEST	820.00	(577.28)	100	1 663.00	0	187.34		8 043.37	171.16	
SECHE HEATHCARE	250.00	(3 259.65)	100	8 798.00	2 625.00	4 979.74		11 872.95	(410.13)	
SECHE TRANSPORTS	192.00	1 027.25	100	531.30	0.96			36 080.57	286.28	300.00
SECHE URGENCES INTERVENTIONS	150.00	1 856.17	100	150.00	150.00			12 942.81	2 799.83	3 450.00
SENERGIES	400.00	526.82	80	320.00	320.00	401.24		2 146.57	337.96	64
SENERVAL	4 000.00	(18 028.38)	99.90	19 743.36	0	71 007.91	5 635.57	24 412.63	(14 308.40)	
SOGAD	75.00	nc	50	1 513.37	0			nc	nc	
SOLENA VALORISATION	1 000.00	(0.81)	60	600.00	600.00			0	(48.90)	
SPEICHIM	150.00	2 225.89	100	18 750.00	18 750.00	9 544.36	1 219.59	31 827.29	1 597.02	2 000.00
TREDI	15 000.00	1 636.19	100	268 752.87	159 426.21	32 812.24	38 946.15	143 578.7	3 683.85	
TRIADIS SERVICES	3 808.51	(1 321.67)	100	16 135.10	0	334.40	2 775.72	59 675.73	3 300.85	
SECHE 204	5.00	-	100	5.00	5.00			0	0	
SECHE 205	5.00	-	100	5.00	5.00			0	0	
SECHE 206	5.00	-	100	5.00	5.00			0	0	
<b>Filiales étrangères</b>										
DEPO	52.00	882.00	90	1 906.68	1 906.68			947.00	116.45	59.83
KANAY	1 760.00	(2 128.00)	100	20 401.70	10 401.70			9 060.00	(614.43)	
MECOMER	52.00	14 088.00	90	46 804.97	46 804.97			49 364.00	4 421.16	3 363.44
SECHE CHILE	5 721.00	(120)	100	5 973.59	5 973.59	1 874.06		0	(152.41)	
SECHE HOLDINGS	0	4 275.00	100	0	0	71 206.28			(1 330.21)	
MAYENNE INVESTMENTS	0	0	100	0	0			0	0	
SOLARCA SL	343.00	4 689.00	91	27 599.74	27 599.74	7 860.09		11 374.00	(850.20)	
SOLUCIONES AMBIENTALES	6 918.00	(3 723.00)	99.99	7 667.91	7 667.91	6 865.47		4 438.00	(939.57)	
UTM TECHNIK	100.00	1 007.00	100	4 122.11	4 122.11		750.00	3 246.00	236.51	90
METALLRECYCLING										

nc : non communiqué